

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

26/09/2025

Kenya, suivant l'exemple de son maître la Grande-Bretagne, a interdit Hizb ut-Tahrir

Le gouvernement kényan a inscrit Hizb ut-Tahrir et les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes par l'arrêté n°157 publié au Journal officiel du 19 septembre 2025.

Il a été rapporté que le ministre de l'Intérieur, Kipchumba Murkomen, a lui-même déclaré que « *l'arrêté resterait en vigueur jusqu'à ce qu'il soit levé par le ministre de l'Intérieur ou annulé par une décision d'un tribunal compétent* ».

Cette classification injuste donne aux forces de sécurité le pouvoir de mener des actions arbitraires contre les porteurs de la da'wa : poursuites, arrestations, confiscations de biens, interdiction des réunions ainsi que de toutes les activités liées à la politique et à la pensée islamiques.

Le quotidien kényan The Star a écrit : « *L'inscription du Hizb ut-Tahrir — un mouvement islamique appelant à l'instauration d'un Califat mondial — sur la liste révèle l'intention du Kenya de prévenir dès le départ toute mobilisation qualifiée d'extrémiste.* »

Ils qualifient les activités de da'wa, en particulier celles de la jeunesse du Hizb ut-Tahrir, d'« activités extrémistes » — une qualification fausse. En réalité, ces activités consistent en un travail politique et intellectuel : elles n'impliquent ni recours à la violence ni port d'armes.

Hizb ut-Tahrir se définit comme un parti politique fondé sur le principe de l'Islam et l'a démontré depuis sa fondation en 1953.

Le régime kényan, à l'instar de son maître la Grande-Bretagne, redoute les activités politiques fondées sur l'Islam. Il est probable que la Grande-Bretagne ait donné instruction à ses agents au Kenya de franchir ce pas et de prendre cette décision injuste. Rappelons qu'elle avait interdit Hizb ut-Tahrir au début de l'année 2024.

Comme on le sait, à l'issue d'une session expéditive tenue le 18 janvier 2024, l'ensemble des députés des deux chambres — basse et haute — a voté en faveur de l'interdiction du parti, trois jours après l'annonce faite par le ministre de l'Intérieur. Cela montre que la décision avait été préparée et entérinée à l'avance.

Par ailleurs, depuis plus de vingt ans, la Grande-Bretagne discutait de la manière d'interdire Hizb ut-Tahrir, aussi bien sous le gouvernement de Tony Blair (Parti travailliste) que sous celui de David Cameron (Parti conservateur). Elle a exploité la position du parti contre l'agression sioniste en Palestine et son appel à résister à cette oppression comme prétexte pour l'accuser de soutenir le terrorisme.

Il convient de rappeler que la Grande-Bretagne est la puissance qui a instauré l'entité sioniste afin d'en faire le centre du terrorisme occidental dans la région. Ses agents, au

Kenya comme ailleurs, mènent leurs opérations contre l'Islam, contre les musulmans, contre ceux qui appellent au rétablissement du Califat bien guidé selon la méthode prophétique, et contre ceux qui soutiennent l'idée de libérer la Palestine et de la purifier des envahisseurs criminels, conformément aux instructions britanniques.

Le discours de la France : reconnaître un État palestinien est une tromperie destinée à empêcher la libération de la Palestine

Le président français Macron a déclaré : « *Si nous voulons isoler le Hamas, la reconnaissance d'un État palestinien, accompagnée d'un plan de paix, en est une condition préalable. Les Palestiniens veulent une patrie, et si nous ne leur offrons pas d'horizon politique, ils se tourneront vers le Hamas comme seule alternative.* » (CBS, 21 septembre 2025)

Dans un autre entretien, il a insisté sur le fait que cet État serait « démilitarisé ». Autrement dit : il porterait le nom d'État sans en être un véritable ; ce ne serait qu'une zone de sécurité et un tampon pour la structure sioniste. Le lendemain, Macron annonça que « *la France reconnaissait l'État palestinien.* »

La veille, l'Angleterre, le Canada, l'Australie et le Portugal avaient eux aussi annoncé qu'ils reconnaissaient l'État palestinien.

Par ce discours, Macron laisse entendre indirectement : « *si nous ne dupions pas les gens avec la supercherie de la reconnaissance de l'État palestinien, il ne leur resterait que le jihad.* » Car par « se tourner vers le Hamas », il entend que les gens s'orienteraient vers des actions armées pour combattre la structure sioniste. Des voix s'élèveront alors avec plus de force pour renverser les régimes actuels du monde musulman qui n'ont pas levé leurs armées, qui n'ont pas proclamé le jihad et qui se contentent de simples condamnations, et la pression augmentera. Certains régimes ayant normalisé leurs relations poursuivront la normalisation, ne l'annuleront pas et ne renonceront pas à reconnaître la structure sioniste ni la spoliation de la Palestine.

Par ailleurs, Macron cherche à donner l'illusion que les Européens agissent pour mettre fin au génocide de Gaza et à calmer la colère des populations occidentales indignées par la passivité de leurs gouvernements face à ce crime. En réalité, ces gouvernements poursuivent leur soutien à la structure sioniste et se contentent de déclarations et de gestes symboliques qui n'affectent en rien sa stabilité ni sa politique d'extermination et d'affamement du peuple de Gaza.

La France et d'autres pays européens veulent donner aux peuples une fausse tétine pour les tromper. L'objectif des régimes en place dans les pays musulmans qui annoncent la reconnaissance d'un soi-disant État palestinien est le même.

La structure sioniste, avec le soutien absolu de l'Amérique, a ravagé Gaza, tué et blessé des dizaines de milliers de personnes, tenté de déplacer sa population, assiège les habitants de la Cisjordanie, les empêche d'accéder à leurs terres, les dépouille de celles-ci et y construit

des colonies. Ainsi, le projet d'établissement d'un État palestinien est devenu pratiquement impossible.

L'Occident a instauré la structure sioniste pour en faire une base avancée, à la place du comté croisé qu'il avait établi lors des Croisades. Il ne peut désormais qu'œuvrer à renforcer et protéger cette structure.

L'Angleterre perfide, qui reconnaît aujourd'hui l'État palestinien, est précisément celle qui a fait venir les Juifs en Palestine, leur a promis un foyer sur cette terre et, avec d'autres pays européens, leur a apporté un soutien militaire, matériel et médiatique — jusqu'à ce qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'Amérique entre en scène et que l'Angleterre et les Européens poursuivent ce qu'ils avaient commencé.

L'annonce d'un État palestinien aux côtés de la structure sioniste ne ferait que protéger cette dernière et transformer la spoliation de la Palestine par les Juifs en une situation légitimée par les régimes musulmans. Les dirigeants de la structure sioniste en sont conscients, mais redoutent l'émergence d'un État qui leur ferait la guerre. Ainsi, leur Premier ministre Netanyahu déclara, le 21 avril 2025 : « *Nous n'autoriserons pas l'établissement d'un Califat sur la côte méditerranéenne.* »

Il ajouta : « *Nous n'accepterons pas non plus la présence d'un État califal ici ou au Liban, et nous œuvrons pour assurer la sécurité d'Israël.* » Mais, par la permission d'Allah, le Califat bien guidé selon la méthode prophétique sera établi juste sous leurs yeux et les déracinera de ces terres bénies.

Le président syrien a confirmé sa trahison

Le 23 septembre 2025 au soir, alors qu'il participait au sommet « Concordia » organisé dans le cadre des réunions de l'Assemblée générale de l'ONU, le président syrien justifia les négociations menées par son régime avec l'entité sioniste en déclarant : « *Il existe une différence entre la Syrie et les pays qui ont signé les Accords d'Abraham : ces pays ne sont pas voisins d'Israël et ne possèdent pas de territoires occupés comme la Syrie.* »

Autrement dit, au lieu de déclarer la guerre à l'entité sioniste qui l'attaque chaque jour, il cherche à justifier sa trahison ; pendant ce temps, l'ennemi poursuit sa guerre.

Le président déclara : « *Nous ne voulons pas entrer en guerre avec Israël. Il faut chercher des voies de coexistence entre le peuple syrien et les Israéliens. Ces derniers ont mené environ 400 incursions terrestres ces derniers mois, arrêté des civils, commis plus de 1 000 attaques, bombardé à deux reprises le palais présidentiel et occupent toujours le Golan.* »

« *C'est une déclaration de guerre, mais la Syrie a choisi la quiétude.* » C'est une justification semblable à celle de Mahmoud Abbas, qui affirme ne pas vouloir la guerre avec l'entité sioniste et préférer la paix et la tranquillité.

Le jihadiste Joulani justifia sa trahison et sa lâcheté en déclarant : « *La Syrie évite la guerre car elle est en phase de construction.* » Il s' imagine à tort que la phase de construction

impose de se soumettre à l'ennemi et de fermer les yeux sur les destructions quotidiennes en Syrie.

Or, cela n'apportera aucune véritable construction à la Syrie ; car l'entité sioniste ne rendra pas le Golan, et si elle ne transforme pas le sud de la Syrie autour de Damas en une « zone sûre et tampon » sous son contrôle, tout ce que la Syrie entreprendra sera réduit à néant.

Par cette politique et cette attitude, Joulani choisit de mettre l'honneur de côté et d'opter pour la soumission. Il veut que les gens se limitent à manger, boire, construire des maisons et construire des routes.

Or, ce qui assure la véritable construction et apporte l'honneur, c'est d'abord de protéger le pays contre les ennemis, de les repousser et de les vaincre. Allah le Très-Haut a ordonné de combattre les ennemis lorsqu'ils attaquent le pays. Notre Prophète ﷺ a dit : « *Aucun peuple n'abandonne le jihad sans être voué à l'humiliation.* » Il a participé aux batailles dès le premier jour, construisant ainsi l'État et le faisant reconnaître par tous. En conséquence, tous l'ont craint et lui ont obéi. L'État est devenu le plus grand et le plus prospère du monde.

Repousser l'ennemi et libérer la Palestine fera de la Syrie un grand État bâti sur l'Islam.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur